

Auvergne

La casse du code du travail à marche forcée :

Construisons la résistance sociale !

Après la campagne pour l'élection du président de la République, c'est le tour des législatives et rien n'a véritablement changé. Comme Fillon prétendait vouloir le faire, le nouveau gouvernement prétend vouloir laver plus blanc et comme Fillon, il est embourbé dans les scandales politico-financiers. La prétendue loi de « moralisation » de la vie publique ne fait pas illusion. C'est une fourberie supplémentaire pour faire passer auprès de la population les ordonnances de casse du code du travail. C'est une tarte à la crème pour ne pas traiter positivement les questions sociales, les questions écologiques, les questions du travail et de l'emploi et la scandaleuse répartition des richesses produites par le travail.

gouvernement Macron gouvernement des patrons !

Après un 1er mai qui a rassemblé plus de 2000 personnes dans le Puy de Dôme, il est plus qu'urgent de mobiliser le mouvement social dans son ensemble : organisations syndicales mais aussi association, regroupements divers qui luttent contre les politiques libérales et d'atteintes aux libertés fondamentales, pour la solidarité citoyenne avec les plus démunis et les migrants.

Nous devons tous ensemble porter les exigences des citoyen-ne-s, échanger sur les urgences sociales, alerter sur les dangers des projets du nouveau Président de la République, lui qui veut désormais simplifier le code du travail par ordonnances, assouplir les règles de licenciement et plafonner les dommages et intérêts pour les licenciements abusifs, affaiblir nos services publics supprimer 100 000 fonctionnaires, augmenter la CSG des retraités et fonctionnaires... Ce sont ces politiques libérales qui creusent les inégalités et font le lit de l'extrême droite.

Par ailleurs, nous ne pouvons que regretter le positionnement de plusieurs organisations syndicales dont le silence assourdissant voire le soutien à la loi El Khomri ont fragilisé les diverses mobilisations (nuit debout, grèves, manifs, blocages). Nous souhaitons que les militants de ces organisations infléchissent le positionnement de leurs directions afin que celle-ci ne soient pas, comme le souhaite le gouvernement, les courroies de transmission de sa politique antisociale.

Comme nous avons commencé à le faire fait le vendredi 12 mai, nous devons construire la mobilisation sociale et citoyenne pour riposter contre les remises en cause du droit du travail, des salaires, des retraites, la sécurité sociale, les droits et libertés de toutes et tous et des migrants en particulier.

Rassemblons-nous, échangeons, construisons un troisième tour social et humain !

Le gouvernement vient de publier son calendrier, comme prévu, l'été sera celui des de tous les dangers. Nous prenons contact avec les organisations syndicales qui ont appelé l'an dernier à la mobilisation contre la loi travail ainsi qu'avec les associations du mouvement social afin de construire tous ensemble la mobilisation.